

Mais, alors que de nombreuses voix internationales, l'UE en tête, se réjouissent de l'abandon du projet israélien d'annexion, le gouvernement de Netanyahu met, quant à lui, les bouchées doubles pour rendre irréversible l'annexion *de facto* de la zone C.

UNE GUERRE POUR LA ZONE C

Ces derniers mois, Israël déploie plus que jamais sa stratégie des « faits accomplis » pour garantir son contrôle de la zone C et ce, quelle que soit la politique américaine à venir. Le futur président américain Joe Biden a en effet beau se dire un « ami d'Israël », sa politique au Moyen-Orient ne marchera sans doute pas aussi ouvertement sur le droit international que celle de son prédécesseur.

Israël mène donc une véritable guerre contre la présence palestinienne en zone C, selon les mots du journaliste britannique Ben White (*How Israel is waging war on Palestinians in Area C*, Middle East Eye, 20 September 2020). Dans son communiqué du 10 septembre dernier, le Coordonnateur des Nations Unies pour les affaires humanitaires dans le Territoire palestinien occupé, Jamie McGoldrick, montre que la crise du Covid-19 n'a en rien ralenti les efforts d'Israël, en annonçant que quelque 389 structures palestiniennes ont été confisquées ou démolies en zone C entre les mois de mars et d'août 2020, ce qui constitue le taux de destructions le plus élevé depuis 4 ans.

La guerre pour la zone C se traduit également par un budget de 20 millions de shekels (soit 6 millions de dollars) alloué au ministère des Colonies pour répertorier les constructions palestiniennes non autorisées dans cette zone. Rappelons ici que 98% des demandes palestiniennes de permis pour construire en zone C sont rejetées par les autorités israéliennes. Les communautés palestiniennes qui y résident n'ont donc la plupart du temps d'autre choix que de construire sans autorisation, risquant par conséquent à tout moment la destruction de leurs propriétés.

C'est ce qui est arrivé le 4 novembre dernier à la communauté de Khirbet Humsah dans le nord de la Vallée du Jourdain. Alors que l'attention médiatique était toute à l'élection américaine, les autorités israéliennes ont détruit la totalité des infrastructures de cette communauté bédouine, laissant ainsi 73 personnes, dont 41 mineurs, sans toit. Le but d'Israël est manifestement de pousser ces communautés à rejoindre les villes et villages palestiniens en zone A et B. Or, nouveau rappel, le déplacement forcé de population par une puissance occupante représente un crime de guerre au regard du droit international humanitaire (art. 49 de la 4^e Convention de Genève).

La destruction par Israël d'infrastructures palestiniennes est redoublée par l'avancée de la construction continue de colonies dans la zone C. Au mois d'octobre, Israël a ainsi encore annoncé la construction de plus de 4900 nouveaux logements dans les colonies. Depuis 2012, l'organisation israélienne La Paix Maintenant recense les permis de construire dans les colonies. L'année 2020 est selon elle une année record. Selon Brian Reeves, porte-parole de La Paix Maintenant, cela peut être relié aux permis de construire délivrés pour la colonisation en zone E1 située entre Jérusalem et Maale Adumim, pour laquelle le Plan Trump publié en janvier 2020 a constitué un feu vert inédit. Cité dans un reportage de RFI, il souligne « Ça, c'est l'annexion de fait. Il s'agit de l'acquisition formelle de territoires en imposant une réalité sur le terrain. Et le fait que cela ne soit pas déclaré comme une annexion a peu d'impact sur le terrain. »

Le 15 novembre, le gouvernement israélien a annoncé la reprise de la construction dans la colonie de Givat Hamatos dans le sud de Jérusalem. Par cette annonce, Netanyahu entend tester le nouveau président américain Joe Biden. Lorsque celui était vice-président de Barack Obama, les États-Unis s'étaient en effet fermement opposés à la poursuite de la construction à Givat Hamatos, une colonie